

Action envers Axa à Joué-les-tours

Notre action AXA s'est tenue le vendredi 4 avril à Joué-les-tours, 2ème ville du département 37.

Nous avons distribué 500 tracts, avec un très bon accueil des personnes rencontrées.

2 photos, dont l'une avec sur le fond le Directeur (flouté) de l'agence sur son scooter, après qu'il ait fermé le rideau de son agence.



Comité BDS 37

Ne nuisez pas ! Appel palestinien pour un tourisme/pèlerinage éthique

12 mars 2019 – Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI)

La société civile palestinienne en appelle à tous les visiteurs étrangers, en particulier à ceux qui font un pèlerinage et aux gens de conscience pour qu'ils ne nuisent pas à notre lutte pour nos droits sous l'égide du droit international, et qu'ils respectent nos consignes pour un tourisme éthique

En se fondant sur l'Organisation Mondiale du Tourisme de l'ONU (OMT) qui affirme dans ses statuts qu'elle tend fondamentalement à « la promotion et au développement du

tourisme d'un point de vue qui contribue... au respect universel et à l'observance des droits humains et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ;

Étant donnée la grave escalade des violations par Israël des droits et des libertés des Palestiniens, particulièrement dans le siège continu et brutal de Gaza, qui va être inhabitable en 2020 d'après un rapport de l'ONU ; les déplacements forcés de Palestiniens hors de chez eux ; l'apartheid enraciné par l'adoption de « la loi de l'État – nation juif » qui inscrit une discrimination raciale institutionnalisée dans la loi fondamentale d'Israël, celle-ci s'ajoutant aux plus de 65 lois discriminatoires existantes ; et le refus persistant de respecter les droits des réfugiés palestiniens comme stipulés dans le droit international ;

Prenant en considération que le secteur du tourisme israélien « profite de et conduit la politique et les pratiques illégales d'Israël en Cisjordanie occupée, dont la confiscation de terres palestiniennes et l'exploitation de ressources naturelles palestiniennes, les fouilles illégales sur des sites archéologiques, l'obstruction de l'économie palestinienne et le transfert de la population palestinienne sous protection », niant ainsi le droit des Palestiniens à la souveraineté sur leur propre patrimoine et sur leur culture ;

Étant donné le sabotage continu par Israël et/ou le vol des sites et des biens du patrimoine chrétien, islamique et même de celui des juifs palestiniens à Jérusalem et dans les territoires palestiniens occupés, ce qui inclut des attaques et du harcèlement des dirigeants de la foi chrétienne et de la foi musulmane, en plus de sa responsabilité directe dans le vandalisme rampant des églises et mosquées palestiniennes via l'absence délibérée d'identification, d'accusation ou de pénalisation de ceux qui en sont responsables ;

À la lumière du fait qu'Israël se sert du tourisme pour

blanchir ses crimes de guerre et ses graves violations des droits humains palestiniens, dans le cadre de « La Marque Israël », de « Tel Aviv Monde »[1] et de ses campagnes de pinkwashing qui font une promotion cynique du tourisme LGBTQIA et que les groupes queer palestiniens les plus en vue condamnent ;

En se fondant sur l'obligation morale de tout visiteur, en particulier des pèlerins, de ne pas nuire et sur l'appel palestinien Kairos de 2009 des leaders palestiniens chrétiens qui ont considéré le « boycott et le désinvestissement comme des outils non violents pour la justice, la paix et la sécurité pour tous » ;

Et inspirée par la lutte mondiale contre l'apartheid en Afrique du Sud, qui y a inclut des appels au boycott du tourisme,

La société civile palestinienne en appelle à tous les visiteurs étrangers [2], en particulier à ceux qui font un pèlerinage, et aux gens de conscience pour qu'ils ne nuisent pas à notre lutte pour nos droits sous l'égide du droit international, en respectant les consignes suivantes :

- Ne visitez pas des sites historiques/religieux/touristiques [3] en territoire palestinien occupé, dont Jérusalem Est et sa Vieille Ville, qui sont contrôlés illégalement par la puissance occupante israélienne, surtout ceux qui sont situés dans les colonies illégales, comme la « Cité de David » ou ceux qui sont promus comme « sites israéliens » comme la « Tour de David » (voir la liste partielle).
- Évitez tout produit et service fourni par des entreprises israéliennes ou internationales qui sont complices [4] des violations par Israël des droits

humains – dont, mais pas uniquement, les compagnies aériennes israéliennes, les hôtels et autres lieux d'hébergement, les agences de voyage, les services de guides touristiques, les compagnies de bus et les restaurants – et substituez y des fournisseurs palestiniens ou non complices.

- Faites pression sur les compagnies de tourisme comme Booking.com, Airbnb, Expedia et TripAdvisor, qui sont impliquées dans les violations par Israël du droit international pour qu'elles cessent d'organiser ou de faire la promotion de séjours dans les colonies illégales, « contribuant à leur existence et à leur expansion » et pour qu'elles arrêtent de mettre sur leurs listes « des maisons palestiniennes illégalement saisies en vertu de la 'loi israélienne sur les biens des absents' ».
- Boycottez tous les événements LGBTQIA+ organisés par ou en coopération avec le gouvernement israélien ou des institutions israéliennes complices [5], et résistez à recourir à tout service LGBTQIA tel que plages, bars, hôtels ou clubs proposés par des opérateurs et des compagnies complices des violations des droits humains par Israël.
- Évitez tout itinéraire de voyage dans ce qui est aujourd'hui Israël ou dans les colonies illégales dans les territoires palestiniens occupés dès lors qu'il a un lien avec le gouvernement israélien ou des corporations et des institutions israéliennes complices.
- Développez les visites solidaires au peuple palestinien aussi bien que des missions d'observation sans lien institutionnel de quelque sorte que ce soit avec le gouvernement israélien, des institutions complices ou des groupes de lobbying.

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI)

Notes:

[1] Il s'agit d'une initiative de la municipalité de Tel Aviv pour blanchir la réalité de l'apartheid dans la ville.

[2] Ne s'applique pas au monde arabe, où s'appliquent des directives spéciales tenant compte du contexte.

[3] Cela inclut: 1) des sites archéologiques qui requièrent généralement un droit d'entrée versé aux autorités d'occupation, comme Qumran et l'Hérodiûm ; 2) des parcs et des réserves naturelles sous contrôle israélien dont la Mer Morte ; 3) des lieux de détente tenus généralement par des compagnies privées, comme des lieux de dégustation de vin dans des colonies ; et 4) le tourisme lié à l'armée comme « des camps d'entraînement » et des « camps de tir ». Voir la liste partielle.

[4] Toute institution israélienne, entreprise ou corporation qui ne reconnaît pas publiquement les droits du peuple palestiniens stipulés par l'ONU et qui ne s'interdit pas de s'engager dans des projets israéliens qui violent les droits humains des Palestiniens est considérée complice et doit être écartée

[5] La plupart de ces événements de propagande LGBTQIA+ ont lieu à Tel Aviv dans le cadre de "Tel Aviv Global."

Source: PACBI

Traduction SF pour BDS France

Comme chaque année, Vues d'en face participe au pinkwashing d'Israël...

Le pinkwashing (« lavage en rose ») est une stratégie politique utilisée entre autre par Israël. Il a pour but de mettre en avant son traitement soit disant exemplaire des LGBTQI afin de se faire passer pour tolérant et progressiste, tout en passant sous silence les guerres et les atteintes aux droits humains Par cette stratégie, Israël cherche à détourner l'attention de la domination coloniale des Palestinen·ne·s et le régime d'apartheid (attaques récurrentes des territoires palestiniens, Gaza sous embargo, continuité de la colonisation, bombardements des populations, emprisonnements abusifs, atteintes aux droits élémentaires,...).

Israël se veut un pays gayfriendly pour les gays riches occidentaux. Mais la promotion d'un « paradis gay » est en décalage avec les réalités des minorités sexuelles en Israël où, en dehors de « la bulle Tel-Aviv », l'homophobie (notamment religieuse) persiste.

L'armée de Tsahal, une des armées les plus puissantes du monde, se revendique gayfriendly, veganfriendly,... voulant nous faire oublier qu'elle massacre des gens chaque jour.

Contrairement à ce qu'Israël proclame, l'État refuse d'accorder la protection internationale et des permis de séjours aux LGBTI palestinien·ne·s qui viennent demander l'asile. Les LGBTI palestinien·ne·s sont des cibles de choix

pour les services secrets israéliens, pour les faire chanter et en faire des informateur·ice·s. Israël enseigne à ses soldats comment exploiter les cas d'homosexualité ou de bisexualité.

Nous luttons contre la politique coloniale d'Israël et contre le soutien des pays occidentaux (notamment la France) à ce régime. Nous refusons que nos luttes, nos identités et nos vies soient utilisées pour justifier la domination d'autres personnes. En France (et en Europe), pendant que l'État s'affiche comme défenseur des droits des personnes LGBTI ou des femmes, il diffuse une propagande islamophobe, refuse les droits de base aux personnes exilées et mène des politiques migratoires meurtrières et racistes.



Pas de guerre en notre nom !

Contre le pinkwashing

et en solidarité avec le peuple palestinien !



Cette année encore Vues d'en face diffuse ce samedi 9 mars un film israélien Dear Fredy dont certains financeurs comme Channel 1 et Geshar foundation sont subventionnés par le gouvernement israélien.

Qu'il s'agisse d'un film dont le sujet est important pour une communauté LGBTQI qui cherche son histoire, cela ne doit pas nous faire fermer les yeux sur les réalités qui pousse Israël à soutenir un certain nombre de films LGBTQI. Par exemple les films de Eytan Fox : Yossi et Jagger, Tu marcheras sur l'eau et The Bubble, dont les tournées promotionnelles ont été

financées par la division des affaires culturelles et scientifiques du ministère des Affaires étrangères d'Israël. La propagande culturelle d'Israël est une stratégie forte de sa campagne « Brand Israël » pour redorer son image, en faire un pays attractif pour les occidentaux, notamment pour les LGBTQI et surtout faire oublier les exactions à l'encontre des Palestinien·ne·s. Quelque soit le sujet d'un film, on ne peut justifier sa diffusion quand elle sert la politique colonisatrice d'un État.

Qu'est-ce que la campagne Boycott Désinvestissement et Sanctions (BDS) ?

Le boycott culturel et universitaire fait partie de la campagne BDS, lancée par la société civile palestinienne en 2005, inspirée de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud pour qu'Israël :

- 1. Mette fin à son occupation et à sa colonisation de toutes les terres arabes et démantèle le Mur*
- 2. Reconnaisse les droits fondamentaux des citoyen·ne·s arabo-palestinien·ne·s d'Israël à une complète égalité; et*
- 3. Respecte, protège et favorise les droits des réfugié·e·s palestinien·ne·s à recouvrer leurs maisons et leurs biens comme le stipule la résolution 194 de l'ONU.*

Appel de la société civile palestinienne au boycott, désinvestissement, et aux sanctions contre Israël jusqu'à ce qu'il applique les lois internationales et les principes universels des droits de l'Homme – Juillet 2005

Pourquoi un boycott culturel ?

Les institutions culturelles font partie intégrante d'un

échafaudage idéologique et institutionnel du régime israélien d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid contre le peuple palestinien. Les institutions culturelles israéliennes (parmi elles notamment les compagnies d'art d'interprétation, les groupes musicaux, les organisations cinématographiques, les syndicats d'auteur·ice·s et les festivals) ont lié leur sort à l'establishment sioniste hégémonique en Israël et, en dépit des efforts d'une poignée d'artistes, auteur·ice·s et cinéastes ayant des principes, ces institutions se sont clairement impliquées dans le soutien, la justification et le blanchiment de l'occupation par Israël et de son déni systématique des droits palestiniens.

Directives de l'appel palestinien au boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI) 2014



Il est toujours temps...

De boycotter la projection de ce film, de diffuser largement les appels au boycott culturel et aussi de rejoindre la campagne, soutenue par plus de 90 groupes LGBTQI, de boycott de l'Eurovision qui doit avoir lieu en mai 2019 à Tel Aviv (<http://www.pinkwatchingisrael.com>).

Communiqué de la Campagne BDS France suite aux propos de

Macron au dîner du CRIF

Le 25 février 2019

Parmi les derniers événements en France dans la période actuelle, il y a eu le traditionnel dîner annuel du CRIF.

Dîner marqué par le non moins traditionnel discours du président de la République et aussi par l'inquiétude face à la multiplication récente d'actes antisémites.

Le président Macron ayant mis en cause les amis de la Palestine et le mouvement BDS, il nous appartient de réagir à ce titre, l'objectif du mouvement BDS étant uniquement de pratiquer les Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international.

Réaffirmant que *« l'antisionisme est une des formes modernes de l'antisémitisme »*, et promettant de mieux lutter contre *« ceux qui cachent derrière le rejet d'Israël la négation même de l'existence d'Israël »* le président Macron a poursuivi en déclarant : *« De la même manière il n'y aura aucune complaisance à l'égard des pratiques de boycott et du BDS plusieurs fois condamnées en France et qui le seront à nouveau »*. Ce glissement et cet amalgame sont inacceptables.

En réalité la très grande majorité des plaintes contre des militant-e-s du BDS n'ont pas donné lieu à des condamnations : soit elles n'ont pas été instruites, soit elles se sont terminées par des relaxes ou des prescriptions.

Rappelons que la pratique du boycott est une forme fréquente de protestation contre des injustices et qu'elle a été pratiquée par des figures historiques telles Gandhi, Martin

Luther King et Nelson Mandela.

Elle relève de la liberté d'expression, ainsi que l'ont déclaré Frederica Mogherini, haute représentante de l'Union Européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et de nombreux autres personnalités et organismes prestigieux.

Rappelons aussi que les autorités israéliennes usent de moyens particulièrement ignobles pour exclure le peuple palestinien de son pays : colonisation permanente, blocus de Gaza, stricte interdiction du droit au retour des réfugiés, répression criminelle de manifestant-e-s non violent-e-s, chantages à l'antisémitisme, promulgation récente d'une loi fondamentale à valeur constitutionnelle qui institutionnalise un régime d'apartheid à l'encontre de la population autochtone palestinienne ...

Cela n'est-il pas suffisant pour répondre à l'appel au BDS lancé par le peuple palestinien ?

Le BDS serait-il antisémite ? Nos actions et nos écrits le démentent chaque jour. L'appel au boycott cible strictement l'Etat d'Israël, ses institutions, ses représentants ainsi que les entreprises israéliennes ou non, pour leur complicité dans l'oppression des Palestiniens par Israël. Ancré dans les préceptes du droit international et des droits humains universels, le mouvement BDS rejette par principe le boycott d'individus fondé sur leur identité (comme la citoyenneté, la race, le genre ou la religion).

Rappelons notre charte ainsi que le communiqué du 7 mars 2017 du Comité national palestinien du

BDS.

De plus, de nombreux Juifs ou associations juives attachés à la justice et à la libération des peuples colonisés ont rallié le BDS : ainsi Jewish Voice for Peace (JVP) aux États-Unis, ou l'Union Juive Française pour la Paix en France (UJFP) en France.

Et ménager l'État d'Israël, qui prétend représenter les Juifs du monde entier, ne peut que conduire une partie de l'opinion publique internationale à considérer que cet État est dispensé de respecter le droit international et que les populations juives dans leur grande majorité soutiennent sa politique.

Le mouvement BDS est un mouvement international qui progresse et qui continuera à progresser malgré les menaces de gouvernements racistes et xénophobes tels que ceux d'Israël, des États-Unis ou du Brésil et malgré la complicité de gouvernements tels que le nôtre.

Ici même nous poursuivons les mobilisations : contre la tenue de l'Eurovision 2019 à Tel Aviv, contre la société AXA complice de graves violations du droit international par Israël, etc

Le président Macron a terminé son discours par cette phrase : *Nous n'effacerons pas le mal de notre société, ni par une loi, ni par un discours, ni par un acte ; mais nous devons être, tous ensemble, les combattants de cet Outre-mer, de ces lignes de force, de ce courage inlassable, de cette forme d'humanité et d'intelligence que nous devons donner, même au noir qu'il y a dans notre société, parce qu'il est là ; mais nous tiendrons, et à la fin, nous gagnerons.*

A cela nous répondons : *Nous n'effacerons pas la lutte anti-*

apartheid de notre société et la critique de la politique israélienne, ni par une loi, ni par un discours, ni par un acte ; mais nous devons être, tous ensemble, les combattants de cet engagement ; nous tiendrons, et à la fin, nous gagnerons.

La Campagne BDS France

Tours : Action contre l'Eurovision en Israël

Nous avons réalisé une nouvelle action « Eurovision » samedi dernier 9 février sur la place du marché des Halles. Cette action trouve son originalité dans le fait qu'elle a été précédée d'un communiqué de presse, signé par plusieurs organisations, dont : les 2 associations Palestine du 37, PC, PG, PCOF, FI, NPA, Solidaires. Nous nous sommes réjouis de ce soutien publique à BDS, c'est une première à Tours, soutien obtenu il est vrai après quelques échanges argumentés et insistants, et après un bon travail de notre équipe BDS.

Si certaines de ces organisations n'ont pas envoyé de représentants à ce rassemblement, une quinzaine de militants étaient au Rv, ce qui nous a permis de distribuer près de 500 tracts, bien accueillis dans l'ensemble.

Nous avons prévu de rencontrer France 3 dont les bureaux se trouvaient à proximité, mais malgré une demande de RV 4 jours avant, les portes étaient closes. La couverture médiatique a été assez réduite : Les média auxquels nous avons envoyé le communiqué de presse ont fait peu état de ce rassemblement, avant comme après, ce qui n'est pas véritablement étonnant de la part de la Nouvelle République qui préfère rester silencieuse sur BDS, même si une journaliste est venue nous rencontrer.

Coordination BDS 37

Le parlement irlandais adopte un projet de loi interdisant les produits des colonies israéliennes

Par Ali Abunimah, 24 janvier 2019

Un projet de loi rendant illégal le commerce de produits des colonies israéliennes a été adopté par la chambre basse du parlement irlandais, marquant ainsi une étape majeure sur son chemin vers la loi.

Mardi, le Dáil a approuvé à une écrasante majorité le projet de loi sur les Territoires Occupés, par 78 pour et 45 contre, ce qui représente une grande défaite du gouvernement de Léo Varadkar, le premier ministre irlandais.

Frances Black, le sénateur indépendant qui a initié cette législation l'an dernier, a qualifié le résultat de « formidable » et il a ajouté que « l'Irlande défendra toujours le droit international et les droits humains et que nous nous rapprochons d'un fait historique.

Amazing! First the Seanad, now the Dáil: an overwhelming majority have voted for the Occupied Territories Bill 2018 and a ban on illegal #SettlementGoods! Ireland will always stand for international law + human rights, & we're one step closer to making history. Onwards 🇮🇪🇮🇪🇮🇪🇮🇪
pic.twitter.com/28LKTZzAw0

– Frances Black (@frances_black) January 24, 2019

En décembre, la chambre haute a donné son approbation définitive au projet de loi, faisant du Seanad le premier parlement du monde à engager une législation qui interdit l'importation de produits des colonies israéliennes des territoires occupés, illégales au regard du droit international, selon Sadaka, un groupe irlandais qui a aidé à l'élaboration du projet de loi.

L'approbation au Dáil a été assurée par le fait que Fianna Fáil, le deuxième groupe plus important du parlement, avait soutenu le projet de loi avec d'autres partis de l'opposition.

Thank you @NiallCollinsTD for your fantastic support, work and leadership on this issue – Ireland has always stood for human rights & int law and today is no different. Onwards to the Dáil ☐ #SettlementGoods <https://t.co/PV0D1kLy30>

– Frances Black (@frances_black) January 23, 2019

Pour autant, le vote de jeudi n'est pas le dernier. Le projet de loi doit encore être présenté au comité et un débat supplémentaire aura lieu avant qu'il ne puisse être voté comme texte de loi.

Des groupes de solidarité irlandais ont favorablement accueilli le vote.

“Un signal à Israël apartheid”

Lors de son discours introductif présentant le projet de loi, mercredi, au Dáil, le parlementaire Niall Collins du Fianna Fáil a rendu hommage aux groupes de défense des droits humains et aux syndicats, dont le groupe palestinien Al-Haq, la Confédération irlandaise des syndicats, Trocaire, Aide Chrétienne et Sadaka pour leur travail sur la législation.

« Si c'est voté, le message condamnant l'occupation de territoires réputés illégaux en droit international, sera un signal fort envoyé par l'Irlande et son parlement » a dit Collins.

« Des condamnations répétées des actes d'Israël par l'UE et par beaucoup d'autres dans la communauté internationale ont échoué à dissuader Israël de poursuivre son projet de colonisation » a dit Collins, argumentant qu'il fallait agir pour le changement.

Citant l'utilisation réussie des sanctions contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, Collins ajoute que de semblables tactiques pouvaient aider à l'avènement de la justice pour les Palestiniens.

« Nous devrions avoir assez de courage et d'audace pour apprendre des expériences du passé et croire que nous pouvons entraîner des gens avec nous » a ajouté Collins, incitant les Irlandais à ne pas être intimidés par les menaces de représailles telles que le retrait des investissements américains.

Même si nous accordons de la valeur aux emplois qu'apportent les grandes entreprises américaines, elles doivent assainir leurs pratiques en termes de responsabilité d'entreprise, de moralité et de responsabilité sociale à bien des égards » a dit Collins. « Nous ne pouvons pas laisser tout passer simplement parce qu'elles nous fournissent de l'emploi ».

Le ministre Ciaran Cannon, opposé au projet de loi, a prétendu qu'interdire l'entrée de produits des colonies israéliennes serait « trahir nos principes en tant que membres de l'Union Européenne ».

78 For 48 Against. Still a long way to go but a signal to the occupiers that there will be economical consequence to apartheid. pic.twitter.com/oJBINNeZIE

– Gino Kenny TD (@Ginosocialist) January 24, 2019

Mais de tels arguments n'ont eu que peu d'emprise.

« Il nous faut envoyer un signal à Israël apartheid lui montrant que sa politique meurtrière d'occupation ne peut se poursuivre sans entraves dans le cadre du droit international » a dit à la chambre Gino Kenny du parti People Before Profit (Les gens avant le profit).

Le discours de Niall Collins peut être entendu sur la vidéo ci-dessus.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source: Electronic Intifada

Manifestation devant « Destination Eurovision » – la Finale

Le 26 janvier 2019, à l'appel du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens, de la Campagne BDS France-Paris, et d'autres organisations nous étions une vingtaine de militantEs et avons déployé deux banderoles devant le studio 210 de France Télévisions pour demander à la chaîne de télévision publique ainsi qu'au gagnant de la finale que l'Eurovision ne se passe pas à Tel-Aviv.

Dans le tract distribué au public de la file d'attente nous affirmons :

Pas en Israël !

Nous demandons à France-Télévisions de tout faire pour que l'Eurovision se passe dans un autre pays ! Il est encore temps de choisir une autre destination !

Et si l'Eurovision devait malgré tout se passer en Israël, il faut que France-Télévisions renonce à y envoyer un candidat français, comme les fédérations sportives françaises refusèrent d'aller jouer sur les terrains sud-africain pendant l'apartheid.

Source

Signez la pétition

Lettre ouverte de militants queer et LGBTI en soutien au peuple palestinien et pour le boycott d'Israël

Lettre ouverte co-signée par des militant-e-s LGBTI et queers en soutien au peuple palestinien et pour le boycott d'Israël : **Jean Stern**, journaliste et auteur de « Mirage Gay à Tel Aviv ».

Marie HeleneSam Bourcier, sociologue et activiste queer et trans-féministe

Gianfranco Rebucini, chercheur en anthropologie du genre et des sexualités

Thierry Schaffauser, travailleur du sexe et co-fondateur du Strass – Syndicat du Travail Sexuel

Tom Hocquenghem, militant de la campagne Free Georges Abdallah
Hanane A, militante à Femmes En Lutte 93
Alexandre Nieto, militant associatif contre le VIH/SIDA
Vincent Guillot, activiste Intersexe
Mohamed Paz, militant de la Campagne BDS France – Boycott
Désinvestissement Sanctions contre Israël et de LGBT pour la
Palestine
Tarik Safraoui, militant queer anticapitaliste
ALX, DJ/artiste
Transterror, DJ parisien
Ricardo Robles, activiste toulousain
Sy K, militante à Femmes En Lutte 93
Cornelia Schneider, militante à Strasbourg
Nikola Burokowski, militant du collectif anti-impérialiste Coup
Pour Coup 31
Pipi De Frèche, DJ et organisateur de soirée
Léonie Pernet, musicienne
Thomas Lenestour, militant contre le VIH/SIDA
Cécile Hoarau, militante LGBTI et anticapitaliste

« Cher et adoré Bilal,
Avant toute chose, MERCI D’EXISTER !

Depuis que tu as fait ton entrée fulgurante sur la scène culturelle française, nous ne cessons de contempler le bien que tu fais à la jeunesse de nos communautés Queer et LGBTI. Tu représentes un réel symbole de possibilité d’existence positive au sein d’une société qui n’a de cesse de vouloir nous réduire au silence.

Ta voix qui s’élève, est de celle qui ne veut plus se taire. Celle qui ne veut plus s’excuser. Celle qui arrache le droit de pouvoir être appréciée et aimée pour la perfection de ses perruques et la finesse de son sourcil, enragés et flamboyants.

C’est pour cela que, depuis tes débuts, nous nous tenons à tes côtés face aux multiples attaques homophobes, transphobes et

racistes dont tu es la cible. Nous nous opposons à toutes formes d'agressivité et d'agression sur ta personne, en cela que nous considérons que tu es actuellement l'un des représentants de toute une jeunesse qui s'émancipe de ses vieux carcans hétérosexuels oppressifs qui continuent encore trop à ravager nos vies.

Cette année, tu as l'intention avec ta chanson Roi de participer au prochain concours européen qu'est l'Eurovision, dont l'édition 2019 est annoncée à Tel Aviv en Israël.

Nous, militant.E.s queer et LGBTI en soutien au peuple palestinien et pour le boycott d'Israël, souhaitons par ce courrier mieux t'informer sur le pays dans lequel tu rêves de chanter en participant à la finale de l'Eurovision, et nous espérons te convaincre de renoncer à te produire au service de l'apartheid israélien.

Cet État occupe depuis 1948 un autre pays, la Palestine, après en avoir chassé une grande partie de ses habitants qui sont depuis 70 ans des réfugiés ailleurs dans le monde.

Cet Etat poursuit encore et toujours sa colonisation de la Cisjordanie.

Cet État pratique une politique d'apartheid à l'encontre des citoyens palestiniens, qu'ils soient d'Israël ou de Cisjordanie, notamment avec la dernière loi votée récemment au parlement Israélien nommée « Loi de l'état nation du peuple juif ».

Cet Etat impose un blocus inhumain à la population de Gaza depuis 2007.

Cet État développe le pinkwashing, c'est à dire une politique prétendument en soutien à nos communautés pour se donner une fausse image « progressiste » et blanchir ses crimes.

Même si nous avons bien conscience que pour toi la participation à l'Eurovision est le fruit d'un important travail et d'un rêve que tu nourris depuis tout petit, penses-tu que tu pourrais accepter de participer à cette opération de « blanchiment » d'un État, Israël, qui avec l'accueil de ce

concours, souhaite faire une opération de propagande au service de Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite ? Tu peux encore refuser de participer à cette mascarade et tu ne seras pas le seul à le faire, dans toute l'Europe et au niveau international de nombreux artistes refusent maintenant de se produire en Israël. Dans les années 1970 et 1980, de nombreux artistes ont boycotté un autre État qui avait légalisé la discrimination : l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Notre courrier répond à l'appel des Palestiniens pour le boycott économique, universitaire et culturel d'Israël. En effet une grande campagne se déroule dans toute l'Europe contre la tenue de l'Eurovision à Tel Aviv. Plus de 140 artistes ont appelé au boycott de l'Eurovision si elle a lieu en Israël.

Continues à chanter librement, mais en respectant la dignité et la liberté du peuple palestinien !

Bilal Hassani, ne chante pas pour l'apartheid israélien ! »

Page Facebook

La finale de « Destination Eurovision » perturbée par des militants LGBT et de la Campagne BDS France

Le 28 janvier 2019

Comme lors de l'intervention du samedi 19 janvier 2019 dont l'écho médiatique a été important des opposant-e-s à la tenue

en Israël de l'Eurovision 2019 ont samedi 26 janvier perturbé le bon déroulement de la finale de la sélection de la ou du candidat-e qui représentera la France.

Mais cette fois le staff qui organisait la cérémonie, échaudé par la manifestation du samedi précédent, était sur les dents !

Le service de sécurité a été renforcé : téléphones portables interdits dans la salle, portique de sécurité, fouille au corps avec palpation de la poitrine pour les femmes, et une vingtaine de personnes ont été arrêtées avant qu'elles aient pu perturber la cérémonie à leur tour. Malgré ce dispositif des militants ont réussi à faire entrer des pancartes et drapeaux palestiniens dans la salle d'enregistrement pour appeler au boycott de la tenue de l'Eurovision dans L'État d'apartheid israélien.

Et deux militants du collectif LGBT pour la Palestine et de la Campagne BDS France à Paris ont réussi à monter sur scène et se sont positionnés à côté du présentateur Garou et de l'artiste Chimène Badi avant d'être délogés par le service d'ordre. Ils tenaient des pancartes « Non à l'Eurovision 2019 en Israël » et « Ne chantez pas pour l'apartheid israélien » puis ils ont subi des propos homophobes proférés par la police tandis qu'un autre militant a subi des propos racistes.

Ceci a contraint France Télévisions à censurer ce passage en effectuant une coupe à la 6:52 minutes, cette finale étant retransmise en léger différé.

En même temps à l'extérieur des militants du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) et de la Campagne BDS France, co-initiateurs du site et de la pétition manifestaient avec banderoles et tracts.

Le candidat de la France a été élu, mais nous sommes

déterminés à continuer de participer activement à la campagne internationale contre l'Eurovision 2019 à Tel Aviv et au rejet de toute tentative de blanchiment des crimes de l'Etat israélien.

La Campagne BDS France Paris

Action BDS lors de l'émission « Destination Eurovision », en direct sur France 2 : Pas de service public au service de l'apartheid israélien !

20 janvier 2019

Samedi soir 19 janvier avait lieu la retransmission en direct sur France 2 de la seconde demi-finale de l'émission Destination Eurovision, destinée à sélectionner l'artiste qui représentera la France au concours de l'Eurovision 2019 prévue à Tel Aviv, en mai prochain.

Des militant·e·s de la Campagne BDS France à Paris sont intervenu·e·s sur le plateau brandissant des affiches « Non à l'Eurovision 2019 en Israël », « Pas d'Eurovision pour l'apartheid israélien ! », « Ne chantez pas pour l'apartheid israélien », « Solidarité avec le peuple palestinien ! », « Free Palestine ! BDS ! », « Boycott Israël Apartheid ».

Cette action non-violente, qui n'a pas suscité d'hostilité marquée de la part du public, avait pour objectif de :

- Protester contre l'organisation de l'Eurovision 2019 dans l'État d'apartheid israélien. Israël utilise la culture pour blanchir son image, pour occulter ses crimes et sa politique d'occupation, de colonisation et d'apartheid vis-à-vis du peuple palestinien. Plus particulièrement dans le contexte actuel d'une colonisation illégale grandissante en Cisjordanie occupée et des Marches du Grand Retour à Gaza, où l'armée israélienne tue et blesse grièvement à balles réelles des Palestiniens non armés, qui manifestent pacifiquement pour le respect de leurs droits fondamentaux, chaque semaine depuis plusieurs mois.
- Exhorter la direction du groupe de télévision publique France Télévisions en tant que diffuseur et membre de l'Union Européenne de Radio-télévision à ne pas diffuser le concours et à déplacer son organisation dans un autre pays. Dans un communiqué envoyé à 20 Minutes, France Télévisions rappelle que « l'Eurovision est avant tout un divertissement d'une ampleur internationale unique et ouvert à une très grande diversité artistique. La musique, qui n'a pas de frontière, en est son essence, avec pour ambition universelle le dialogue entre les peuples, l'ouverture et le vivre-ensemble. » Or comment peut-on s'exprimer ainsi alors que l'Etat destiné à accueillir l'Eurovision pratique l'apartheid, exclue la population autochtone palestinienne, contrevient à la « Charte d'éthique » dont se réclame France Télévisions qui vise entre autres à « contribuer au respect des droits de la personne, notamment de sa dignité, et la lutte contre les discriminations » et à la « promotion du vivre ensemble » (décembre 2017). Nous avons adressé un courrier dans ce sens à Madame la Présidente Directrice Générale Delphine Ernotte, aux membres du conseil d'administration et du comité d'éthique, resté sans réponse à ce jour.

- Appeler les artistes candidate·s à l'émission Destination Eurovision, le jury, et le chef de la délégation française à l'Eurovision Steven Clerima à se retirer de ce concours.

L'action a été remarquée par de nombreux médias (dont Le Parisien, RTL, 20 minutes, Yahoo, Télé-Loisirs ...)*

La Campagne BDS France dénonce également les honneurs réservés à l'artiste israélienne Netta Barzilai. Véritable ambassadrice culturelle du régime israélien d'occupation et d'apartheid, la chanteuse représentante d'Israël gagnante de l'Eurovision 2018 participe activement aux efforts de propagande du gouvernement de Netanyahou.

Cette action s'intègre dans la campagne internationale initiée par les artistes et journalistes palestiniens ainsi que l'organisation palestinienne PACBI (*Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel*), qui appellent au boycott de l'Eurovision 2019 s'il est organisé par Israël. Cette initiative est soutenue par plus de 140 artistes internationaux parmi lesquels le dessinateur français Tardi, le réalisateur Alain Guiraudie, le bassiste de Pink Floyd Roger Waters, ou le réalisateur britannique Ken Loach. De nombreuses mobilisations ont lieu en Europe et dans plusieurs villes de France.

Dernièrement, la Campagne BDS France a co-initié une pétition nationale soutenue par soixante-quinze organisations.

La Campagne BDS France reste déterminée à continuer d'intervenir contre toute tentative de blanchiment de l'apartheid israélien !

La Campagne BDS France Paris

*Revue de presse non exhaustive

20 minutes <https://www.20minutes.fr/arts-stars/culture/2431143-20190119-destination-eurovision-opposants-tenue-eurovision-israel-montes-scene-direct>

Yahoo Actualités <https://fr.news.yahoo.com/destination-eurovision-perturb%C3%A9e-opposants-%C3%A0-isra%C3%ABl-230312422.html>

Le Huffington Post https://www.huffingtonpost.fr/2019/01/19/destination-eurovision-le-plateau-investi-en-direct-par-des-opposants-a-la-tenue-de-lemission-en-israel_a_23647359/

Télé Loisirs <https://www.programme-tv.net/news/evenement/destination-eurovision-2019/223725-destination-eurovision-des-militants-contre-la-tenue-du-concours-en-israel-envahissent-le-plateau-video>

Le Parisien <http://www.leparisien.fr/culture-loisirs/tv/destination-eurovision-perturbee-par-des-opposants-a-israel-20-01-2019-7992426.php>

RTL France <https://www.rtl.fr/culture/medias-people/destination-eurovision-des-militants-contre-leurovision-en-israel-font-irruption-7796282166>

Europe 1 <https://www.europe1.fr/medias-tele/destination-eurovision-des-opposants-a-leurovision-en-israel-envahissent-le-plateau-en-direct-3841919>

Metly <https://www.melty.fr/destination-eurovision-2019-des-opposants-au-deroulement-de-leurovision-en-israel-interrompent-lemission-photos-a669786.html>

JeanMarcMorandini.com <http://www.jeanmarcmorandini.com/article-389595-la-reponse-de-france-2-aux-manifestants-qui-ont-envahi-hier-soir-en-prime-en-direct-le-plateau-de-destination-eurovision-video.html>

Courrier de la campagne BDS France adressé à chacune, chacun des 18 candidats français sélectionnés pour le concours « Destination Eurovision 2019 » accueilli à Tel Aviv en Mai

Bonjour,

Vous avez l'intention de représenter la France avec vos chansons au prochain concours européen qu'est l'Eurovision, annoncée cette année en Israël.

Nous souhaitons par ce courrier vous informer afin que vous connaissiez mieux le pays dans lequel vous rêvez sans doute de chanter pour La France en participant à la finale de L'Eurovision, et nous espérons vous convaincre de renoncer à vous produire au service du régime d'apartheid qu'impose l'État d'Israël.

Cet État occupe depuis 1948 un autre pays La Palestine après en avoir chassé une grande partie de ses habitants qui sont

depuis 70 ans des réfugiés ailleurs dans le monde.

Il colonise et intensifie la colonisation dans le petit territoire appelé la Cisjordanie.

Il pratique une politique d'apartheid à l'encontre des citoyens palestiniens, qu'ils soient d'Israël ou de Cisjordanie, notamment avec la dernière loi votée récemment au parlement Israélien nommée « Loi de l'état nation du peuple juif ».

Il impose un blocus inhumain à la population de Gaza depuis 2007, y massacre depuis le 30 mars 2018 des manifestants non violents participant à des marches pour le droit au retour et y mutile à vie des jeunes avec des tirs à balles réelles.

Les valeurs premières de l'Eurovision, que vous partagez sans doute, sont la diversité, l'ouverture de ce concours musical à toutes et tous et c'est bien l'inverse des valeurs prônées et mises en œuvre par l'État d'Israël qui ne respecte, et ce depuis longtemps, aucune des conventions internationales.

Même si pour vous la participation à l'Eurovision est le fruit d'un important travail et engagement, sans doute très stimulant, pouvez-vous accepter de participer à cette opération de « blanchiment » d'un État, Israël, qui avec l'accueil de ce concours souhaite faire oublier ses pratiques et sa politique inhumaine à l'égard d'une population, les Palestiniens ?

Vous allez participer en Janvier 2019 à trois émissions de sélection retransmises par la télévision, vous pouvez encore refuser de participer à cette mascarade, vous ne serez pas les seuls à le faire, dans toute l'Europe et au niveau international de nombreux artistes refusent maintenant de se produire en Israël dont Lorde, Lauryn Hill, Shakira, Vanessa Paradis, Titi Robin, Annie Lennox, Cat Power, Cassandra Wilson, Natacha Atlas, Aziza Brahim, Roger Waters, Elvis Costello, Brian Eno, Thurston Moore, Gilberto Gil, Chuck D., Jason Moran, Richard Bona, Eddie Palmieri, Salif Keita, Jello Biafra, Jean-Luc Godard, Dominique Grange, Tardi, HK,

Portishead, The Young Fathers ou Massive Attack !
Beaucoup appellent le monde entier à participer à ce mouvement de boycott pour dénoncer l'état d'Israël.

Dans les années 1970 et 1980, de nombreux artistes ont boycotté un autre État qui avait légalisé la discrimination : l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Notre courrier répond à l'appel des Palestiniens pour le boycott universitaire et culturel d'Israël. En effet une grande campagne se déroule dans toute l'Europe contre la tenue de l'Eurovision à Tel Aviv.

Plus de 140 artistes ont appelé au boycott de l'Eurovision si elle a lieu en Israël.

Nous espérons que vous nous aurez lu-e-s et nous sommes disponibles pour vous expliquer mieux cette campagne si vous le souhaitez.

Pouvez-vous chanter n'importe où ? Dans n'importe quelles conditions ?

Continuez à chanter librement et pour le respect et la liberté des peuples !

Nous sommes à votre disposition pour échanger davantage avec vous sur ce sujet.

Dans l'attente d'une réponse, nous vous adressons nos sincères salutations

La Campagne BDS France

Lettre ouverte de la Campagne BDS France à France Télévisions

Lettre ouverte de la Campagne BDS France à

Mme la présidente directrice générale de France Télévisions
Delphine Ernotte

Aux 14 membres du conseil d'administration de France
Télévisions dont les membres du C.S.A

Aux cinq personnalités indépendantes du comité d'éthique de
France Télévisions

France Télévisions se réclame d'une « Charte d'éthique » quant à ses « Engagements éthiques et déontologiques en matière de contenu des produits diffusés », visant entre autres à « contribuer au respect des droits de la personne, notamment de sa dignité, et la lutte contre les discriminations » et à la « promotion du vivre ensemble » (décembre 2017, pp. 22-23).

France Télévisions est par ailleurs membre de l'Union Européenne des radios télévisions publiques (U.E.R.) qui vient d'accepter en septembre l'organisation de l'Eurovision à Tel Aviv du 14 au 18 Mai 2019. L'U.E.R a demandé pour cet accueil à Israël des garanties « en matière de sécurité, d'**accès pour tous**, de **liberté d'expression** et du respect du **caractère apolitique** de ce concours » et a rappelé les valeurs du concours que sont la **diversité** et l'**ouverture à tous**.

Cette situation nous conduit, ainsi que de nombreux artistes et acteurs culturels en France et dans le monde entier, à soulever plusieurs questions :

– Comment est-il possible de parler d'un **concours apolitique** quand celui-ci sera accueilli dans un pays qui pratique l'apartheid à l'égard des Palestiniens (colonisation, occupation illégale, violation permanente de leurs droits humains) et cherche à se servir de l'Eurovision pour redorer son image ?

– Comment parler d'une garantie **de la liberté d'expression et d'ouverture à tous** dans un pays qui vient de voter la « loi de l'État nation du peuple juif » qui confère un mandat constitutionnel de discrimination raciale contre les Palestiniens ?

– Comment évoquer **l'accès à tous et la diversité** alors que de nombreux participant(e)s et spectateurs/trices seront très probablement victimes d'un refoulement vu les difficultés permanentes d'entrer en Israël ?

Nous pensons que France Télévisions et l'U.E.R, en retransmettant sur leurs chaînes de télévision le concours de l'Eurovision accueilli à Tel Aviv, se rendraient complices des violations des droits humains des Palestiniens en fermant les yeux sur le contexte des massacres perpétrés récemment encore et encore par les forces israéliennes dans la bande de Gaza assiégée.

C'est pourquoi nous invitons France 2 et ITV Studios France à respecter la charte éthique de France Télévisions et à ne pas « reconduire leur engagement à retransmettre en direct la sélection nationale *Destination Eurovision* qui désignera la/le ou les représentant(e)s de la France au 64^{ème} concours de L'Eurovision » si celui-ci est organisé à Tel Aviv, capitale de l'apartheid israélien.

140 artistes appellent au boycott de l'Eurovision si le concours a lieu en Israël. Une pétition de même contenu a recueilli plus de 20 000 signataires.

Nous souhaitons vivement :

Que vous refusiez de blanchir le régime israélien avec la retransmission de l'Eurovision 2019.

Que vous vous détourniez de l'Eurovision 2019 accueillie à Tel Aviv.

Alors nous serons fier(e)s de notre radiotélévision publique !

Dans l'attente d'une réponse nous vous adressons nos sincères salutations

La Campagne BDS France

Le géant bancaire HSBC se désengage d'un fabricant d'armes israélien suite aux pressions des militants des

droits humains

27 décembre 2018 –
Communiqué de presse

- HSBC a confirmé aux militants qu'elle s'était totalement retirée du fabricant de drones israélien Elbit Systems, qui vend à l'armée israélienne des armes utilisées lors d'attaques contre les Palestiniens.
- Plus de 24 000 personnes ont communiqué par mail avec HSBC pour s'inquiéter de ses investissements dans Elbit Systems et d'autres sociétés vendant des armes à l'armée israélienne, et 40 succursales de la HSBC au Royaume-Uni ont été piquetées chaque mois pour la même raison.
- Les militants s'engagent à poursuivre la campagne, car HSBC entretient des relations commerciales avec plus d'une douzaine d'autres sociétés vendant des armes et des technologies à l'armée israélienne.

Les militants des droits de l'homme ont déclaré leur victoire après que le géant mondial des banques, HSBC, ait confirmé sa décision de se séparer complètement du fabricant d'armes israélien Elbit Systems après une année de campagne.

Elbit Systems est un des plus grands fabricants d'armes d'Israël, réputé pour ses drones meurtriers utilisés lors

d'attaques de civils palestiniens et commercialisés à l'étranger comme «éprouvés au combat». La société a également fabriqué du phosphore blanc et des systèmes d'artillerie pouvant être utilisés pour les armes à sous-munitions.

Elbit Systems a été exclu de fonds de pension et d'investissement du monde entier pour sa participation à la fourniture de systèmes de surveillance et d'autres technologies au mur de séparation israélien et aux colonies situées en Cisjordanie. Elbit a également fourni une technologie de surveillance à utiliser le long de la frontière américano-mexicaine.

Le lien de HSBC avec Elbit Systems a été révélé pour la première fois en 2017 dans un rapport de War on Want sur les relations commerciales des banques britanniques avec des sociétés vendant du matériel et des technologies militaires à Israël. La campagne appelant HSBC à se désengager des entreprises complices a reçu un élan décisif lorsque Palestine Solidarity Campaign et d'autres groupes ont adhéré, piquetant les succursales de la banque au Royaume-Uni pour ses relations avec Elbit et d'autres sociétés.

HSBC a une « Politique relative au secteur des équipements de défense » spécifiant que la banque ne fournirait pas de services financiers aux entreprises impliquées dans la production ou la vente d'armes à sous-munitions. Les militants ont souligné que son implication dans Elbit Systems, même si elle s'affirmait depuis longtemps «au nom de ses clients», violait cette politique ainsi que les Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

Selon des rumeurs, Elbit Systems serait sur une liste actuellement dressée par le Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies sur les entreprises qui violent le droit international en soutenant l'entreprise israélienne illégale de colonisation.

Ryvka Barnard, responsable de la campagne sur le militarisme et la sécurité chez War on Want, a déclaré:

«HSBC a fait un premier pas positif en désinvestissant d'Elbit Systems, le fabricant réputé de drones, d'armes chimiques, de systèmes d'artillerie à bombes à fragmentation et d'autres technologies utilisées lors d'attaques contre des civils palestiniens, et de militarisation des murs et des frontières dans le monde entier. Faire des affaires avec des entreprises telles qu'Elbit, c'est profiter de la violence et des violations des droits humains, ce qui est à la fois immoral et contraire au droit international. »

«Toutefois, HSBC continue de traiter avec plus d'une douzaine de sociétés vendant du matériel et des technologies militaires, notamment Caterpillar, dont les bulldozers sont utilisés pour la démolition de maisons et de biens palestiniens, et BAE Systems, dont les armes sont utilisées pour les crimes de guerre par Israël, l'Arabie saoudite et d'autres régimes répressifs. »

Ben Jamal, directeur de la Palestine Solidarity Campaign (PSC) a déclaré:

«Cette annonce est la preuve positive que les campagnes collectives fonctionnent. Des centaines de personnes à travers le Royaume-Uni, y compris de nombreux membres et comités de la PSC, ont contribué à pousser HSBC à se séparer d'Elbit, au moyens de piquets de grève, de campagnes par mèls et d'autres

actions conçues pour faire pression sur la compagnie. L'annonce de HSBC démontre l'efficacité du boycott, du désinvestissement et des sanctions en tant que tactique contre le mépris constant par Israël du droit international et des droits de l'homme. Nous appelons maintenant HSBC à rester fidèle au principe de l'investissement éthique en coupant les liens avec toutes les entreprises qui soutiennent le régime militaire israélien. »

Contacts presse:

Ryvka Barnard (War on Want): rbarnard@waronwant.org / 07983 550 728

Hope Worsdale (Palestine Solidarity Campaign)
media@palestinecampaign.org / 07590862268

Notes aux rédacteurs:

– Le 23 décembre 2018, HSBC a confirmé sa décision et en a informé par courrier électronique War on Want et la Palestine Solidarity Campaign.

– Les participations de HSBC dans Elbit Systems ont été révélées pour la première fois dans le rapport de 'Deadly Investments' de War on Want en juillet 2017, puis ont été suivies d'une lettre à la société détaillant la complicité d'Elbit dans la violence et exigeant un désinvestissement en septembre 2018.

– Pour plus d'informations sur Elbit Systems et l'exclusion d'Elbit par des fonds de pension et d'investissement, voir la base de données 'Investigate'.

– Les membres de Palestine Solidarity Campaign et d'autres militants ont organisé des piquets de grève mensuels dans les succursales HSBC du Royaume-Uni, appelant HSBC à se séparer d'Elbit et d'autres sociétés armant Israël, dans le cadre de la campagne «Arrêtez d'armer Israël».

– Pour plus d'informations sur la liste des entreprises impliquées dans les colonies israéliennes illégales par le Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies et sur les rumeurs concernant la présence d'Elbit sur cette liste, voir cet article ainsi que les questions et réponses les plus récentes sur la liste.

– HSBC fait suite à d'autres entreprises et organisations qui ont cherché cette année à réduire ou à supprimer leurs liens avec les crimes de guerre et autres violations des droits des Palestiniens, notamment Airbnb, les Quakers de Grande-Bretagne et l'Université de Leeds.

Banking giant HSBC divests from Israeli arms manufacturer following pressure from human rights campaigners

Traduction : JPB pour BDS France

Source: Waronwant